

Septembre - Décembre 1983 / n° 495 (bis) 511

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 495 bis SAMEDI 3 SEPTEMBRE 1983 3,00 F

*Radio Libertaire !
ne se fera pas !*
**LIBERTE D'EXPRESSION
SUR LES ONDES !**



F°P 2520

RADIO-LIBERTAIRE UNE AUTRE DÉMARCHÉ CULTURELLE

LES masques tombent un à un... L'Etat socialo-communiste abat ses cartes, prépare à sa manière la rentrée. Face aux difficultés de tous ordres risquant de venir troubler l'image qu'il s'est fait de la société, il n'hésite pas : un bon anarchiste est un anarchiste qui doit savoir se taire ! A cette fin, une seule méthode : la répression, la saisie... Tout cela au nom de la liberté d'expression bien sûr ! Les socialistes bon chic bon genre viennent nous entretenir gravement sur les ondes nationales de la liberté d'expression qui doit, selon eux, s'arrêter là où commence celle des autres. Tous ces donneurs de leçons, tous ces censeurs s'en tiennent éternellement à un concept restrictif qui consiste à faire de la liberté d'autrui une barrière, un obstacle, une menace à la liberté individuelle. Pauvreté d'esprit ? Non, bien sûr !

Les « lettrés » qui nous gouvernent savent très bien qu'une autre notion non limitative et conséquemment qu'une organisation sans Etat de la société signifierait la fin de leurs synécures en tous genres, de leurs privilèges moraux et matériels qui, selon eux, sont parfaitement compatibles avec l'idée qu'ils se font, et surtout qu'ils nous imposent, de la morale et de la justice.

Toute cette canaillerie politico-financière qui nous tient de beaux discours, les Fillioud, Cotta et consorts viennent de porter un mauvais coup à l'arbre libertaire. Radio-Libertaire, une des branches maîtresses, vient de subir l'affront des bûcherons roses. Ce que le pouvoir socialo-communiste ne peut tolérer, c'est cette volonté clairement affirmée sur les ondes par les anarchistes de faire de Radio-Libertaire un lieu privilégié de libre expression où prennent la parole tour à tour une grande partie des secteurs associatif, alternatif, de l'économie social, des milieux artistiques culturels et

linguistiques, où les organisations syndicales viennent débattre des grands problèmes du moment.

Abattre Radio-Libertaire, c'est mettre fin à une démarche culturelle ne devant rien à l'Etat et reprenant comme devise 'a fameuse phrase de Fernand Pelloutier qui affirmait déjà à la fin du siècle dernier que les syndicalistes étaient les ennemis irréductibles de toutes les formes de dictatures, y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même.

Enfin, faire taire Radio-Libertaire, c'est mettre un terme à une expérience radiophonique originale qui s'inscrit en droite ligne dans ce que furent et représenteront pour tout le monde ouvrier les bourses du travail.

Faire partager le goût du savoir, faire de l'érudition de chaque militant ouvrier la base culturelle permettant au monde du travail de s'organiser librement, sans Etat, rendant enfin possible à tous les travailleurs la construction d'une société où l'atelier remplacerait le gouvernement : voilà ce à quoi contribuait tous les intervenants sur Radio-Libertaire.

Que ceux qui tiennent le haut du pavé le sachent bien, jamais nous ne nous inclinerons devant une décision contraire au droit, à la morale et à la justice. Plus que jamais, tous ensemble, dans nos entreprises, nos associations, intervenons à tous les niveaux. Manifestons notre soutien à tous les exclus de la bande F.M., faisons en sorte que la Voix sans Maître puisse à nouveau mener sur les ondes le combat pour la liberté et l'égalité économique. Tous ensemble mobilisons-nous pour la défense de la libre expression.

Radio-Libertaire n'est pas encore morte ; Radio-Libertaire ne se taira pas.



Le soutien de la province : ici le groupe de Toulon le 31 juillet 1983.

LE RÉCIT DE LA SAISIE DE RADIO-LIBERTAIRE

DIMANCHE matin, 28 août 1983, 5 h 40. Un militant de la Fédération anarchiste, en faction dans le quartier, tambourine à la porte du studio de Radio-Libertaire : « Les flics ! » L'un des deux animateurs présents retransmet immédiatement l'information à l'antenne. Mais la Fédération anarchiste ne dispose pas des coûteux moyens de communication de la police judiciaire !

Pour des raisons de course-poursuite (trois de nos militants seront interpellés aux abords du studio avant la saisie), le compagnon qui tentait de donner l'alarme, sans se présenter faute de temps, prend la fuite. Outre le téléphone, seul un équipement CB reliant le studio au mini-QG quelque part dans Paris. Isolés, les animateurs signalent, à six heures moins dix, que rien de nouveau, depuis cet appel anonyme à la porte et invérifiable, n'est intervenu.

Pourtant, par prudence, les militants à l'écoute se décident à rejoindre la Butte. L'un d'entre eux, revenu par la CB, sillonne en voiture à six heures moins cinq le quartier, passe et repasse devant le studio. Rien, ni per-

sonne... mais soudainement, deux « civils » sortent en courant de l'immeuble de Radio-Libertaire !

Cette fois l'alerte est franchement donnée. Trop tard. En moins de cinq minutes, le quartier est bouclé. Le saccage a commencé : le câble d'antenne est sectionné, la porte défoncée, les deux animateurs couchés à terre et « soignés » à coups de pieds ; l'émetteur est désossé car intransportable, la table de mixage, l'équalizer, le modulateur et le fouet d'antenne embarqués dans un Saviem banalisé...

Militants et auditeurs, qui arrivent, sont contenus à chaque bout de la rue par une CRS tandis que la PJ et ses techniciens opèrent. Quelques brèves rixes ne feront qu'exprimer la rage et l'impuissance des témoins.

Deux maigres consolations : Radio Ici et Maintenant, grâce à un simple téléphone décroché par nos animateurs, retransmet en direct, durant trois minutes, le viol du studio ! Et une affiche apposée sur notre émetteur : « Danger ! émetteur piégé », a retardé le forfait. L'émetteur, bien sûr, n'était pas piégé !

NÉGOCIATIONS OU MAGOUILLES ?

CERTAINS, dont Madame Cotta dont il ne faudrait pas oublier le nom du fait de ses longs silences, essaient de faire porter sur Radio-Libertaire toutes les responsabilités de la non-obtention de sa dérogation.

Vu l'image de marque anarchiste de cette dernière, le gouvernement aurait bien des circonstances atténuantes s'il faisait croire que Radio-Libertaire refuse toute négociation, toute discussion ou tout groupement.

Nous dénonçons ici, comme nous l'avons souvent fait, la conception de la négociation vue par les commissions Holleaux et Galabert, les fédérations de radios, le secrétariat à la Communication et la Haute Autorité.

C'est presque après un an d'émissions régulières sur 89,5 MHz, avec le respect des cahiers des charges (radio associative, plus de 84 h d'émission par semaine, pas de publicité, émetteur de 500 W, présentation de budget, etc.) que nous apprenons, par les journaux, qu'il n'y aura de dérogation que pour les regroupements.

C'est bien après les 17 dérogations accordées par la commission Honneaux, négociées dans le bistrot de la rue Saint-Dominique

à côté du ministère, que l'on nous fera la première proposition de regroupement avec Fréquence Gay : cela se fera sur un rendez-vous par appel téléphonique, sans dévoiler le sujet, sans nous prévenir des gens présents, et bien sûr sans traces écrites.

Cela continuera par la proposition de regroupement avec Canal 89 et Fréquence libre : pas de traces écrites, avec, en prime, dans le cas d'un refus de la dernière proposition, la menace de répression.

Aucun critère de choix, aucune explication sur les 17 fréquences devenues miraculeusement 22, aucune reconnaissance de notre regroupement, aucune opposition à nos arguments ne nous seront jamais fournis (pas de discours « politiques » différents sur une même fréquence donc pas de regroupement reconnu).

Dès lors, c'est l'arbitraire. La décision était-elle déjà prise depuis longtemps ? Le temps ne servira qu'à essayer de masquer cet arbitraire et la censure de Radio-Libertaire pour ses opinions.

Proposer ce qu'ils savent impossible pour Radio-Libertaire et leur mettre sur le dos la non-dérogation a fait long feu. Les

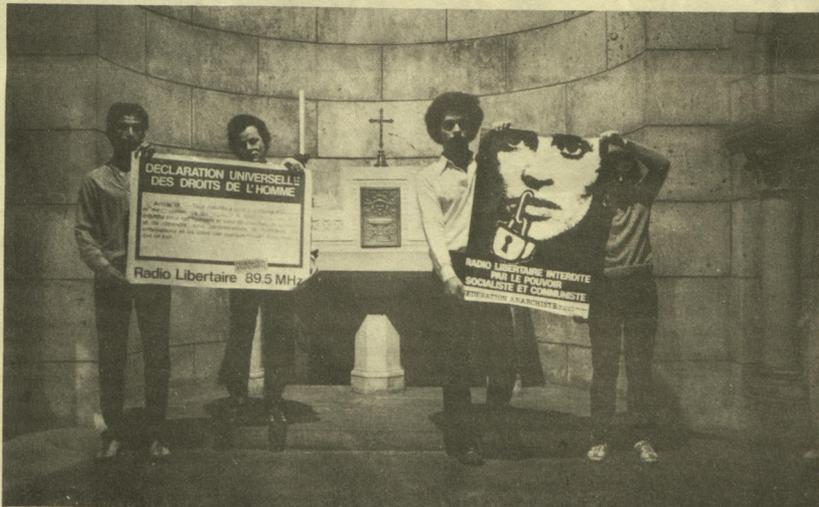
tractations dévoilées, les arguments mis en pièce, le pouvoir ment à la population, mais aussi à ses propres troupes, députés et militants du Parti socialiste.

Les magouilles et tractations entre le pouvoir, les fédérations de radio, les Eglises, les ministres et les capitalistes sont mises à nu un peu plus tous les jours.

Il n'y a jamais eu de négociations, mais des tractations pour ceux qui avaient de l'argent, des archevêques ou des ministres ; pour les autres, ceux qui avaient des auditeurs — dont Radio-Libertaire avec son auditoire de plus en plus important et actif : indifférence, dialogue de sourds puis propositions malhonnêtes, manœuvres et répression.

Le pouvoir socialiste a donc actualisé les lois sclérotantes du début du siècle interdisant la propagande anarchiste. Le pouvoir méprise les centaines de milliers d'auditeurs qui écoutaient leurs radios.

Rien n'est pourtant fini : le pouvoir ne peut plus que recourir à la violence et aux provocations, alors que les auditeurs peuvent se mobiliser dans le calme et la détermination pour faire sauter la loi Fillioud comme ils ont fait sauter le monopole.



Durant l'occupation de la crypte du Sacré-Cœur le jeudi 25 août 1983

RADIO-ESPERANTO PAROLAS AL VI

DIMANCHE 28 août, à 6 h 05, les forces publiques ont saisi militairement le matériel de Radio-Libertaire. Est-il besoin de rappeler que cette radio libre, pendant deux ans, sur la fréquence 89,5 MHz a ouvert ses micros à de nombreuses organisations et associations ? Elle n'est pourtant officiellement qu'un regroupement de quatre stations déclarées auprès du ministère de la Communication.

Radio-Esperanto est l'expression culturelle des partisans de la langue internationale dans la région parisienne. En deux ans d'émissions bi-hebdomadaires, Radio-Esperanto a reçu des informations et le soutien d'organisations issues de plus de trente pays différents. Soixante-dix invités représentant vingt nationalités différentes ont prouvé en direct à notre antenne que l'esperanto fait sauter toutes les barrières linguistiques. En particulier des espérantistes hongrois, japonais, américains, paraguayens, bulgares, australiens, polonais... grâce à l'usage d'une langue commune nous ont fait partager leurs cultures. La naissance de la première radio émettant régulièrement en esperanto dans le pays a été saluée, à la surface du globe, comme un pas décisif pour pallier à la carence d'informations à ce sujet en Europe occidentale.

Doit-on rappeler que les ministres actuels étaient, en tant que députés de l'opposition, signataires d'une proposition de loi tendant à inclure la langue internationale dans les programmes scolaires et que François Mitterrand s'y était personnellement engagé un mois avant son élection ?

Par cette saisie, le gouvernement socialiste vient de porter une grave atteinte à la liberté d'expression d'autant plus scandaleuse que le dossier de Radio-Esperanto, déposé il y a plus d'un an, est resté sans réponse. Aucune négociation n'a été proposée par les commissions Galabert ou Holleaux ; aucune autorisation, aucune interdiction n'ont été formulées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ou par le ministère de la Communication.

Les animateurs et déjà de nombreux auditeurs s'insurgent contre une saisie illégale, contre les agissements en totale contradiction avec la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (article 19).

Por ke vivu esperantista radio, ni vin invitas partopreni ĉiujn manifestaciojn kiujn organizos Radio-Libertaire en la estonteco.

La teamo de Radio-Esperanto

COMMUNIQUÉS

L' UNION pacifiste de la région parisienne réaffirme son soutien aux radios libres délogées de leurs fréquences, et tout particulièrement à Radio-Libertaire.

Condamnant la violence des flics, symptôme de l'impuissance des gouvernants à faire taire les insoumis, l'UPF est sûre que la Voix sans Maître continuera à faire parler d'elle : elle ne ressemblera jamais à ces marchandises au rabais que sont les médias-« soldats » ou « à la solde » du pouvoir.

UPF région parisienne

L' ASSOCIATION TGV (Transport Gratuit des Voyageurs) proteste énergiquement au nom de tous ses membres contre la saisie du matériel de Radio-Libertaire. Cette saisie marque le vœu du gouvernement d'éliminer de la bande F.M. le seul courant d'idées proposant une solution à notre crise de civilisation.

L'association TGV appelle tous ses adhérents et sympathisants à participer aux manifestations de soutien pour la liberté d'expression organisées par les animateurs de Radio-Libertaire.

Association TGV

DANS le cadre de l'Année mondiale de la Communication, M. Fillioud a choisi de réduire au silence la Voix sans Maître, regroupement de Radio-Libertaire Paris, Radio-Libertaria, Radio-Liberté et Radio-Esperanto.

Sous le prétexte fallacieux de liberté des auditeurs, ce même ministre a envoyé ses exécuteurs de basse besogne saccager les locaux et installations de plusieurs radios libres dont l'une, la Voix sans Maître, figurait parmi les stations les plus écoutées de Paris et de sa région.

Le ministre de la Communication a bâillonné Radio-Esperanto, la première radio libre de France qui ait donné une large place à l'information sur les problèmes de communication linguistiques et sur la langue internationale : l'esperanto. Ce personnage a bafoué l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme acceptée par la France le 10 décembre 1948.

L'Union des travailleurs espérantistes de langue française ne peut que dénoncer cette atteinte aux droits de l'homme et ces actes de vandalisme légalisés et se solidariser avec le regroupement la Voix sans Maître.

SAT-Amikaro



Photo Genetique Beaurse

L'équipe du « Fou parle » dans le studio de Radio-Libertaire.

Radio lib(art)aire

LA tentative d'assassinat d'un mouvement politique que représente la saisie de Radio-Libertaire n'est pas seulement le viol de la liberté d'expression, elle touche également l'art actuel dans ce qu'il représente comme porteur d'espoir.

Radio-Libertaire a eu l'intelligence de donner l'animation des émissions artistiques aux artistes eux-mêmes et celle de ne pas intervenir dans le contenu de leurs émissions, ce qui a eu pour résultat de nous éloigner radicalement du genre d'émissions cucul-turelles que nous connaissons trop. Ainsi, elle présente à ses auditeurs les expériences nouvelles de toute une population d'artistes ignorés,

mais riches d'invention et de réflexion. Nous savons tous (l'histoire de l'art est là pour nous le rappeler) que c'est chez ces artistes que l'on reconnaîtra demain l'art le plus inventif d'aujourd'hui.

Ces émissions, sorte de démonstration de l'art vivant, apportent également une information aux artistes sur leurs problèmes professionnels, y compris et surtout celle qui leur permet de devenir autonomes face à l'Etat et au marché de l'art.

Loin des discours creux d'un ministère de la Culture qui dit vouloir aider la création mais

qui en fait veut la diriger, les anarchistes de Radio-Libertaire, en accord avec leurs idées, donnent aux artistes les moyens en leur possession pour que ceux-ci puissent s'occuper de leurs propres affaires.

Il est temps que le pouvoir comprenne que nous voulons être maîtres de notre propre vie et que nous continuerons le combat pour Radio-Libertaire sur Radio-Libertaire... et ailleurs.

Servin (plasticien)

RADIO-LIBERTARIA : « LA VOZ SIN AMO »

AINSI donc, une fois de plus, les autorités françaises ont décidé d'employer la force pour faire taire la voix des anarchistes. Pour les libertaires espagnols, accueillis en 1939 au « pays des libertés », par des camps de concentration, ce n'est guère que la troisième fois que la république française les bâillonne. Peu après la Libération, la gendarmerie saisie une station-radio — déjà ! — destinée à relayer sur les ondes le combat des anarcho-sindicalistes contre le totalitarisme franquiste. Plus tard, c'est de Gaulle qui, voulant faire plaisir à Franco, interdit les deux hebdomadaires de la Confédération nationale du travail (syndicat anarcho-sindicaliste) qui s'éditent en France.

Aujourd'hui, en s'emparant des moyens d'émission du regroupement Radio-Libertaire, le pouvoir socialo-communiste porte un nouveau coup aux survivants d'un combat dont on disait pourtant qu'il était « la mauvaise conscience » de la gauche française. Mais cette gauche-là existe-t-elle encore ?

Car Radio-Libertaria, c'est en partie cela : la voix des vaincus de la guerre civile, la voix de la génération qui s'est dressée en armes contre la barbarie fasciste. La voix de l'interminable et épuisant combat contre Franco et ses polices, la voix de ceux qui ont survécu au dictateur. Ainsi, chaque samedi, à 15 h 30, Radio-Libertaria diffuse une chronique qu'envoie depuis Madrid Fidel Gorron Canoyra, membre du Comité national de la CNT pendant la clandestinité et observateur lucide de la vie politique espagnole d'aujourd'hui...

Mais Radio-Libertaria, c'est aussi autre chose. Sur ses ondes s'expriment des migrants, des fils d'exilés, une génération à cheval sur deux cultures, plus sensibles peut-être aux courants nouveaux qui agitent l'Espagne. Ils auront permis aux auditeurs de découvrir un « rocher » espagnol — Miguel Rios — aussi bien que d'entendre un entretien exclusif avec Lluís Llach, le chanteur catalan dont les musiques se font entendre depuis Barcelone jusqu'à la Pologne de Solidarność.

Enfin, Radio-Libertaria, c'est également un regard fort éloigné des slogans de la « gauche » bien-pensante sur cette Amérique latine que se disputent les impérialismes. Les exilés libertaires chiliens du groupe Pedro Nolasco Arratia, semaine après semaine, évoquent des peuples qui, peu à peu, tentent de s'affranchir à la fois de la soldatesque qui les massacre et des idéologies autoritaires qu'on leur mitonne à l'est comme à l'ouest.

Et pour conclure, une phrase d'Augustín García Calvo, extraite du dernier disque programmé sur Radio-Libertaria avant la saisie ; « C'est ce qu'on leur refuse qui fait chanter les hommes. »

Radio-Libertaria

A propos du saccage du local de Radio-Libertaire

LE POUVOIR D'ETAT POURRIT TOUT CE QU'IL TOUCHE

Le socialiste Jospin, protestant avec indignation à la télévision contre l'attentat commis au siège de son parti, et se réclamant vertueusement de la liberté d'expression, à l'instant où les janissaires du gouvernement socialiste mettaient à sac le local de Radio-Libertaire et détruisaient tout le matériel servant aux émissions : le voilà bien le vrai visage de la perversion du pouvoir, quel que soit le parti qui l'exerce.

Autrefois, on brûlait les livres hérétiques, on brisait les presses des journaux d'opposition ; aujourd'hui, sous le règne de M. Mitterrand, on détruit les radios libres.

Il y a un peu moins de trois ans, le pouvoir alors en place interdisait la radio de l'opposition socialiste. J'étais Cité Malesherbes avec quelques camarades, non pas que nous fussions socialistes, mais nous étions pour la liberté, et l'événement nous concernait. Devant cet abus du pouvoir, les militants socialistes criaient leur indignation contre le gouvernement de M. Barre, et ils étaient certainement sincères.

Aujourd'hui, les mêmes hommes ont chaussé les bottes du gouvernement de Giscard d'Estaing, et à notre colère se mêle un peu de tristesse devant la dégradation de l'esprit que le pouvoir produit de par le monde sur tous les hommes qui ont réussi à s'emparer de la machine d'Etat.

« Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste », s'écriait Louise Michel devant les

Versillais qui la jugeaient pour sa participation à la Commune. Et elle avait raison, nous le mesurons chaque jour.

Je ne me suis jamais fait d'illusions sur ce mariage contre nature du socialisme et de l'économie capitaliste libérale, mais on pouvait espérer que les socialistes au pouvoir, instruits par les durs échecs de leur passé, ne recommenceraient pas la politique d'Ebert, le socialiste allemand qui, en 1919, écrasa le mouvement révolutionnaire avant de livrer le pays à la réaction. Mais, il faut bien nous en convaincre, le socialisme, à l'échelle mondiale comme dans notre pays, capte les révoltes, les canalise vers des voies sans issue, avant de détruire ceux qui résistent à leur fusion dans un Etat qui les absorbent.

Devant le local de la rue André Barsacq, nous étions une centaine, réveillés aux aurores, pour regarder la soldatesque détruire avec délices ce matériel construit sou par sou par des militants et qui représentait, dans le flot des radios libres, le symbole de la liberté, et je me rappelais ces paroles d'Edouard Herriot à la Chambre des Députés en 1945 : « Lorsque le mouvement anarchiste peut s'exprimer, nous sommes sûrs que la liberté est bien réelle dans le pays. »

La liberté fait peur au personnel politique qui s'est coulé dans les rouages de l'Etat et qui est promu au rôle de classe dirigeante. La liberté, l'égalité, la

justice sociale, qui sont les marches qui lui permirent de se hisser au pouvoir, sont devenues un danger permanent, et ce pouvoir n'aura de cesse de les avoir mis dans les fers. Triste destin de ces partis se réclamant du socialisme, qui peuplèrent les prisons et qui sont devenus les gardarmes de l'ordre capitaliste !

C'est nous, les militants de la Fédération anarchiste, qui payons le prix de la « normalisation » du Parti socialiste et de ses alliés. Demain ce seront les travailleurs dans les usines ; plus tard, si la situation économique s'aggrave, ce sera la population tout entière qui règlera la note présentée par M. Mitterrand ou par ses successeurs, et une fois de plus, ici comme ailleurs, la boucle sera bouclée. La suite, nous la connaissons : les partis de gauche ayant fait leur travail pour sauvegarder les intérêts du capitalisme, celui-ci n'ayant plus besoin d'eux, leur enverra la flicaille, la même que celle qui a envahi par un petit matin les locaux de Radio-Libertaire pour faire taire une voix qui est la voix de la dignité humaine.

On voudrait avoir un amer sourire devant ces apprentis-sorciers qui s'emparent de l'Etat, outil de répression, et qui, finalement, sont les victimes de leur connerie. Mais nous n'en avons pas la force car nous savons bien que chaque fois qu'on touche à la liberté des hommes, même lorsque les victimes furent elles-mêmes des ennemies de la liberté, c'est l'esprit humain tout entier qui se trouve ravalé.

Les hommes libres, qu'ils fussent ou non libertaires, avaient salué la présence de Radio-Libertaire comme une manifestation de l'évolution de la pensée. Ils ont accueilli sa destruction comme une régression et ils attendront que, dans ce ciel politique où les nuages s'amoncellent et les orages éclatent, une petite voix perce à nouveau à travers les médias revêtus de l'imprimatur pour affirmer que, contre toutes ces machineries inventées par les groupes de pression et que couronne l'Etat, c'est l'homme qui demeure l'essentiel et que sa liberté, qui ne peut être monnayée, est inaliénable.

Nous ferons en sorte que leur attente soit courte.

Maurice Joyeux



Les bûcherons roses !

Mouvement anarchiste international La campagne en faveur de Radio-Libertaire s'engage

Il y a un an, les lecteurs de *Monde libertaire* découvraient l'ampleur du soutien qui nous venait de nos compagnons de l'étranger. Que Radio-Libertaire ne figure pas sur la liste indicative des dérogations a suffi pour que, dans les heures qui ont suivi, les télégrammes de protestation commencent à affluer sur le bureau du Premier ministre.

Aujourd'hui Radio-Libertaire, toujours sans dérogation, a subi cette répression étatique qui porte un nouveau coup au mouvement anarchiste organisé. Cette saisie brutale dépasse les bornes de l'intolérable pour nos compagnons qui, eux aussi en butte à la violence policière, restent toujours attentifs au progrès de l'anarchisme dans notre pays.

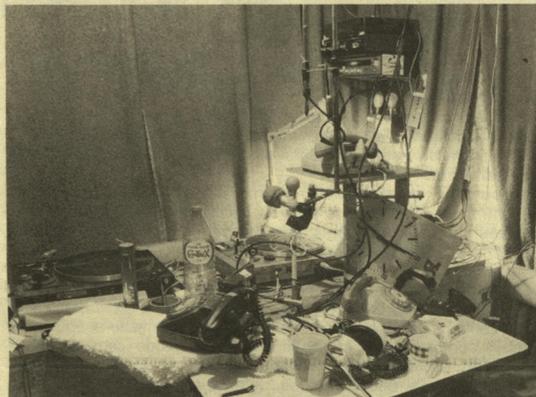
Au moment où nous rédigeons ces lignes, le soutien international est déjà considérable. Immédiatement après la saisie, Umberto Marzocchi, du secrétariat de l'Internationale des Fédérations anarchistes en Italie, télégraphiait à Pierre Mauroy la note de protestation ainsi conçue : « L'Internationale des Fédérations anarchistes apprend l'intervention policière au studio de Radio-Libertaire au moment où les Français fêtent l'anniversaire de la libération de l'Occupation allemande. L'IFA proteste contre cette atteinte à la liberté d'expression et espère que le gouvernement reviendra sur sa décision. » Un autre télégramme nous parvenait de la part de Solidarité internationale antifasciste qui adressait « son énergique protestation » et nous « assurait sa sympathie et son appui ».

Pendant ce temps, la réponse internationale à la saisie de notre station s'organise. Le 29 août dans la matinée, nous pouvions annoncer que simultanément plusieurs ambassades de France dans le monde recevaient la visite de nos compagnons.

En Suède, la fédération anarcho-syndicaliste protestait contre la saisie de notre radio. En Norvège, une délégation de l'ANORG se détachait du rassemblement organisé devant l'ambassade d'Oslo et remettait au premier secrétaire un long texte de protestation. En Espagne, une délégation du Comité national de la CNT et du secrétariat de l'AIT était reçue à l'ambassade de France à Madrid pour exprimer son soutien à la radio de la Fédération anarchiste française.

Nous savons que ces premiers soutiens ne seront pas les derniers et que les prochains jours de nombreux diplomates français vont entendre parler de Radio-Libertaire. D'autres manifestations sont prévues en Norvège, en Suède, au Danemark pour le samedi 3 septembre à 14 h, et nous attendons l'annonce du soutien de nos compagnons suisses, belges, allemands, espagnols, italiens, mais aussi des trois amériques, d'Australie, du Japon, etc.

Non, décidément, lorsque les CRS sont descendus dans notre studio, ce n'est pas seulement Radio-Libertaire de Paris qu'ils ont mis à sac, c'était la radio du mouvement libertaire international. Nos compagnons de l'étranger l'ont démontré une fois de plus, cette radio c'est aussi la leur. Une raison suffisante pour que Radio-Libertaire ne se taise pas et réémette le plus rapidement possible.



Autorité d'Etat et liberté d'expression sont incompatibles !

COMMENT SOUTENIR RADIO-LIBERTAIRE

TOUT au long de ces deux années d'activités de Radio-Libertaire, lorsque la répression menaçait ou lorsque les caisses étaient vides, le soutien de nombreux auditeurs nous a toujours permis d'aller de l'avant, de faire de notre station un lieu de libre expression où l'éthique libertaire était toujours présente. Plus que jamais vous pouvez nous soutenir :

- En écrivant et en téléphonant à :
 - TDF : tél. : 657.11.15 ou 657.11.33 ;
 - Haute Autorité de la communication audiovisuelle : tél. : 501.58.88 ; adresse : 100, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris ;
 - ministère de la Communication : à l'attention de M. le ministre G. Fillioud, 35, rue Saint-Dominique, 75007 Paris ;
 - M. P. Mauroy, Premier ministre : tél. : 556.80.00 ; adresse : 57, rue de Varenne, 75007 Paris.

- Vous pouvez aussi :
 - faire signer des pétitions de soutien à Radio-Libertaire ;
 - renvoyer vos cartes d'électeurs à Mauroy ;
 - faire intervenir vos associations et organisations syndicales ;
 - interpellier dans votre quartier les sections du PS et du PC.

- Plus que jamais votre soutien financier est nécessaire :
 - pour vos dons, libellez vos chèques à l'ordre de DMC ;
 - des bons de soutien à 100, 500 et 1 000 F, des badges, des autocollants, T-shirts, etc., sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 805.34.08.

Dès à présent, Radio-Libertaire réémettant par intermittence sur sa fréquence 89,5 MHz, tenez-vous prêts à participer à toutes les actions que notre station organisera bientôt.